

# SPORTS

sport.union@sonapresse.com

Parole aux anciens

internationaux  
JEAN-FÉLIX KOUAMBI (VOL-  
LEVEUR): " LE HAUT NIVEAU  
NE MENT PAS"



Photo: DR

**EN** réalité, nous faisons dans le pilotage à vue. Rien n'est structuré. Les quelques résultats obtenus par nos sportifs sont le fait qu'ils évoluent hors du pays. À l'instar d'Anthony Obame, Ruddy Zang Milama et les autres. C'est la preuve que le haut niveau ne ment pas. Pendant que les autres nations ont repris les activités sportives, nos sportifs piaffent d'impatience dans leurs domiciles et prennent des kilos. En matière de sport, l'expérience a prouvé que si vous restez deux ans sans pratiquer de sport, vous mettez également deux ans pour revenir à niveau. Et dans 2 ans, nous serons en 2024. Vous comprenez donc aisément qu'il est impossible d'avoir des sportifs prêts et compétitifs pour cette échéance. En réalité, il n'existe aucune politique sportive au Gabon.

**PAMPHILE MABIKA (BOXE):**  
" LES ACTIVITÉS SPORTIVES  
DOIVENT REPREDRE "



Photo: DR

**Pour** réussir l'exploit de qualifier le plus d'athlètes possibles aux JO de Paris, il faut une organisation de notre sport sur le plan domestique en plus de participer aux différentes compétitions à travers le monde afin d'engranger le maximum de points. Et pour y arriver, les activités sportives doivent reprendre. Face à l'enlisement du sport dans notre pays, je propose aux autres disciplines de nous retrouver pour faire un seul bloc afin de rencontrer le ministre, pour lui dire qu'il nous faut un véritable championnat pour nous permettre d'avoir des meilleurs résultats comme nos frères camerounais et guinéen

## L'abrogation de l'arrêté gouvernemental comme solution ?

James Angelo LOUNDOU  
Libreville/Gabon

**P**EUT-ÊTRE l'allègement et la suppression annoncés de certaines restrictions relatives à la lutte contre le Covid-19 vont conduire à l'abrogation de l'arrêté gouvernemental interdisant la pratique des activités sportives au Gabon depuis deux ans. Et ce sera sans contester le bout du tunnel pour l'ensemble du mouvement sportif national.

Ce qui dans l'optique des Jeux olympiques 2024 constituerait un tournant important pour les fédérations et athlètes concernés. À deux ans et quatre mois du rendez-vous programmé à Paris (France). Soit moins de temps que les autres pays qui préparent la grand-messe planétaire depuis la fin de la dernière levée à Tokyo (Japon) en 2021.

Vu le retard accusé, c'est vers les disciplines individuelles et de la diaspora gabonaise qu'il faudra se tourner pour trouver des athlètes à même de réaliser les performances nécessaires pour être des porte-étendards du Vert-Jaune-Bleu. Encore faudrait-il au préalable leur présence et se montrer performants dans les compétitions donnant des points pour le classement mondial.

L'athlétisme, le taekwondo, le judo, la natation, le tennis ou encore la boxe sont les principales disciplines en première ligne au Gabon. Bien qu'elles ne soient pas toutes en conformité avec le cahier de charges de la réforme olympiade 2021-2024 imposée par le gouvernement (nous y reviendrons).

Si un retour du Gabon dans le concert des nations actives en sport aidait à voir plus clair, "Paris 2024" pourrait à nouveau ne concerner que les disciplines (athlétisme, taekwondo, judo et natation) déjà présentes à "Tokyo 2020". Même si la tennismoman Célestine Avomo Ella, le boxeur Franck Mombey et bien d'autres peuvent s'ajouter à la liste des prétendants.

Il reste en effet peu de temps pour les décideurs (gouvernement et fédérations) d'aider les athlètes à emprunter des voies de qualifications plus classiques.



Photo: DR/L'Union

**Le Gabon est trop tributaire des résultats de ses sportifs évoluant à l'étranger.**

## Réforme olympiade: les fédérations aux normes réclament la reprise



Photo: DR

**Les fédérations en règle avec le cahier de charges veulent la levée des restrictions et la reprise des activités.**

**COMME** l'athlétisme, le football, le taekwondo, le basket-ball est l'une des rares disciplines dont la fédération est en conformité avec le cahier de charges imposé par le gouvernement dans le cadre de la réforme olympiade 2021-2024. Président de la Fédération gabonaise de basket-ball, Willy Conrad Assoko se fait le porte-voix de ses pairs.

James Angelo LOUNDOU  
Libreville/Gabon

**• L'Union: La Fégabab est l'une des quatre fédérations en phase avec le cahier de charges imposé par le ministère des Sports. Comprenez-vous pourquoi il n'y a toujours pas reprise des activités?**

**Willy Conrad ASSEKO:** En plus d'avoir respecté la ligne directrice tracée par le ministère

des Sports, la Fégabab a apporté des garanties sanitaires pour la reprise des activités à travers la mise en place d'un protocole sanitaire validé par le Copil. Ce que nous ne comprenons pas, en revanche, c'est qu'il n'y ait pas d'évolution dans l'arrêté gouvernemental qui interdit la pratique des sports collectifs, alors qu'au même moment, l'accès aux bars et restaurants est conditionné par la présentation d'un test PCR et/

ou d'une carte de vaccination. Il est temps que le sport gabonais reprenne ses droits. Pour notamment l'éducation, la formation des jeunes et un impact positif sur la vie sociale des sportifs et des encadreurs.

**Quelles solutions préconisez-vous pour un pays qui fait quasiment exception au monde?**

- Ce qu'il faut d'abord retenir c'est que la vaccination des sportifs est presque une norme internationale et présentée par le gouvernement comme la condition de reprise des activités. À mon humble avis, le gouvernement et les entités chargées de la gestion de la pandémie pourraient échanger avec les fédérations sportives nationales pour convenir de nouvelles modalités de la pratique des sports collectifs sur le territoire national.

**Dans votre réforme olympiade, quelles sont les priorités?**

- Le programme est vaste, mais nous souhaitons d'abord continuer à vulgariser notre protocole sanitaire auprès des ligues, clubs et associations, tout en les remobilisant. En cas de reprise, il faudra programmer les différentes compétitions nationales tout en respectant notre plan d'activités annuel 2022.